



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# Introduction au numéro spécial INRAE Sciences Sociales : Recherches sur les industries agroalimentaires au département EcoSocio

## Zohra Bouamra-Mechemache

Toulouse School of Economics, INRAE, Université Toulouse Capitole,  
Toulouse, France

## Karine Latouche

INRAE, UMR SMART, Rennes, France

## Sophie Drogué

MoISA, Univ Montpellier, CIHEAM-IAMM, CIRAD, INRAE,  
Institut Agro, IRD, Montpellier, France

## Stéphane Lemarié

(auteur de correspondance)

Univ. Grenoble Alpes, INRAE, CNRS, Grenoble INP, GAEL,  
Grenoble, France  
stephane.lemarie@inrae.fr

**L**es industries agroalimentaires représentent en France un poids économique important avec 19 000 entreprises et 470 000 emplois. Ce secteur joue un rôle majeur dans la valorisation de la production agricole nationale. Pour autant, il fait face à différents défis et nouveaux enjeux : une balance commerciale de plus en plus déficitaire pour une grande partie des produits, un pouvoir de négociation parfois déséquilibré, notamment pour les PME, face à la grande distribution qui est beaucoup plus

concentrée, une taille réduite d'une majorité de ses entreprises qui limite leur capacité d'investissement et les rend plus sensibles aux chocs économiques (ex : prix de l'énergie), une montée en puissance des préoccupations sanitaires et environnementales. Ces constats ont été mis en évidence dans différents rapports et études au cours de la dernière décennie (ex : rapport du Sénat en 2022<sup>1</sup> et prospective du CGAER de 2025<sup>2</sup>). Dans un tel contexte, l'objectif de cette journée est de présenter l'état d'avancement des recherches en sciences sociales menées au sein du département EcoSocio d'INRAE, en trois sessions (compétitivité, enjeux de durabilité et relations verticales dans les filières) et de discuter de sujets émergents lors d'une table ronde.

La première session porte sur la compétitivité des entreprises agroalimentaires. Stéphane Turolla (UMR SMART) présente des résultats portant sur les leviers de compétitivité pour les industries agroalimentaires françaises sur le marché européen. Il apparaît que les produits importés, provenant principalement de nos voisins européens, remplacent peu à peu les produits domestiques dans l'assiette des consommateurs français. Cette recherche a permis d'analyser la compétitivité prix et hors-prix de productions françaises en simulant les effets d'un changement de coûts de production (coût du travail, productivité) ou de qualité des produits. Anne-Célia Disdier (UMR PJSE) s'intéresse aux effets des normes internationales de qualité.

1 <https://www.senat.fr/notice-rapport/2021/r21-905-notice.html>

2 <https://agriculture.gouv.fr/prospective-pour-lindustrie-agroalimentaire-francaise-lhorizon-2040>

Ces normes contraignent les entreprises proposant des produits de faible qualité à se retirer des marchés étrangers et favorisent l'essor des exportations de biens de haute qualité. L'effet général est une amélioration de la qualité moyenne des produits échangés avec, d'un côté, davantage d'entreprises se limitant à la qualité minimale exigée par les normes et, de l'autre, une concentration accrue de producteurs offrant des biens de haute qualité.

La deuxième session est consacrée aux enjeux de durabilité auxquels les entreprises agroalimentaires doivent faire face. Sur ce sujet, Marine Spireti (TSE-R) nous montre comment la qualité de l'offre alimentaire évolue face aux enjeux nutritionnels. En se basant sur plusieurs études menées à INRAE et Oqali, il est possible de suivre l'évolution de la composition nutritionnelle des achats entre 2008 et 2020 pour différentes catégories alimentaires. Les résultats montrent que les acteurs agroalimentaires ont engagé des reformulations pour de nombreuses catégories alimentaires afin de proposer des produits moins gras, moins salés ou moins sucrés. Néanmoins, des reports de consommation vers des produits contenant plus d'acides gras saturés, de sucres et de sel sont également mis en évidence, atténuant ainsi l'effet de potentielles politiques publiques nutritionnelles. Allison Loconto (UMR LISIS) nous présente ensuite ses travaux portant sur la responsabilité des entreprises agroalimentaires à propos de la lutte contre la déforestation importée et les incidences négatives sur les droits de l'homme. Cette analyse montre comment évoluent les initiatives des acteurs économiques en anticipation des possibles évolutions réglementaires. Plus précisément, un effort est réalisé pour d'une part développer des outils d'accompagnement pour les producteurs et les commerçants afin d'inclure de nouvelles certifications, d'autre part utiliser des données géospatiales pour un contrôle plus adapté.

La troisième session porte sur les relations verticales dans les filières agroalimentaires. Rémi Avignon (UMR SMART) estime, dans l'industrie laitière française, le pouvoir de marché en aval (capacité à vendre à un prix élevé) et en amont (capacité à acheter le lait cru à un prix plus faible) de l'industrie. L'analyse permet également d'évaluer l'impact sur les prix, tout au long de la filière, d'une variation du coût de production du lait, une subvention à la production ou encore un prix plancher sur le lait cru. Hugo Molina (UMR PSAE) présente différentes recherches sur les effets de la concentration croissante de la distribution alimentaire sur les prix, la variété des produits offerts aux consommateurs et la répartition de la valeur entre distributeurs, producteurs et consommateurs. Ces analyses s'intéressent également aux déterminants des rapports de force dans les négociations avec les industriels et aux effets des centrales d'achat. Sebastian Billows (UMR IRISSE) analyse les stratégies des acteurs intermédiaires de la filière laitière dans un contexte de libéralisation des marchés agricoles. L'analyse s'appuie plus spécifiquement sur l'étude de deux coopératives qui accordent un poids différent à la valorisation de la qualité et au développement des volumes de production.

Quatre intervenants apportent ensuite leur expertise lors d'une table ronde portant sur la création et le partage de la valeur dans les chaînes de valeur.

**Pierre Claquin**, directeur Marchés, études et prospective de FranceAgrimer livre les enseignements des travaux de l'Observatoire des prix et des marges. Les prix des produits alimentaires sont plus stables que les prix des matières premières agricoles, montrant un rôle d'amortissement des acteurs intermédiaires (transformation et de la distribution). Par ailleurs, la part du coût de la matière première

agricole dans le prix payé par le consommateur est très variable selon les produits finis, de moins de 10 % pour la baguette à plus de 60 % pour la coquille Saint Jacques.

**Ariane Voyatzakis**, directrice de l'Innovation et de la prospective à l'Association nationale des industries alimentaires constate un rapport de force déséquilibré dans les relations commerciales avec la grande distribution et les difficultés liées au contournement possible de la réglementation française par les centrales d'achat à l'étranger. Face à ces difficultés, la création de valeur, notamment par la qualité, la santé et l'environnement, est un enjeu fort, avec de fortes répercussions sur l'agriculture française et les industries alimentaires. L'innovation, et en particulier le numérique et la robotisation, est également un enjeu majeur pour la compétitivité des industries alimentaires.

**Yves Tregaro**, médiateur délégué à la Médiation des relations commerciales agricoles du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire de 2017 à 2023, a illustré la diversité des échanges entre marché et contrats, et la complexité des négociations commerciales et de l'emboîtement des contrats dans une chaîne de transformation de plus en plus longue. Les industries agroalimentaires doivent actuellement supporter différents surcoûts sans pouvoir le répercuter en temps réel aux consommateurs, ce qui nécessite de la trésorerie et des fonds de roulement.

**Marie-Benoît Magrini**, économiste de l'innovation et des transitions (UMR AGIR), a insisté sur la complexité croissante des échanges dans différentes filières agricoles. Cette diversité rend l'analyse de la répartition de la valeur particulièrement complexe. Les conclusions d'un ouvrage<sup>3</sup> portant sur les contrats en agriculture qu'elle a coordonné avec des chercheurs de différentes disciplines montre l'importance de l'interdisciplinarité pour définir des textes législatifs permettant d'obtenir des négociations plus loyales et une construction sociale des filières.

Les questions liées à la définition du prix, d'un prix juste et de la mesure de ce prix ont été débattues lors de cette table ronde. Dans les faits, il n'existe pas un prix mais des prix correspondant à des stades divers de la filière et diverses modalités d'échanges. En ce sens, des données sur les modalités contractuelles et les prix intermédiaires sont manquantes. La notion de prix juste est complexe aussi du fait qu'elle fait référence au coût de production, qui diffère donc selon les acteurs et leurs pratiques. Il doit être suffisant pour assurer une marge pour chaque acteur à chaque maillon de la chaîne de valeur et convenir aux acteurs d'une transaction. Faut-il créer un observatoire et/ou des enquêtes publiques dédiés pour répondre aux enjeux de prix et de partage de la valeur évoqués lors de la table ronde ? Comment atteindre un prix juste dans une économie de marché ? Autant de questions qui méritent une analyse plus approfondie.

Enfin, étant donnée la part de l'alimentaire dans les dépenses des ménages qui ne baisse plus depuis 20 ans, l'analyse de la création et du partage de la valeur nécessite de mieux comprendre les comportements des consommateurs suite à des hausses de prix. Quels sont en particulier les effets sur les volumes ? Les labels tels que « C'est qui le patron ? ! », Agri-Ethique ou un rémunérascor sont-ils une réponse ? Quel est le rôle des circuits de distribution et notamment de la restauration collective ? Et celui des différents marchés notamment internationaux ? Des réponses doivent être apportées qui semblent être différentes selon les produits.

3 Magrini M.-B., Aubin-Brouté R.-J., Bouamra-Mechemache Z., Marty G., et Vignes A. coord. (2025) : Des contrats dans les filières agricoles, forêt-bois et halieutiques, Dialogue entre le droit, l'économie et la sociologie, éditions Quae SYNthèses.